



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 59

Loi modifiant la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux

Présentation

**Présenté par
M. Gérald Tremblay
Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie**

**Éditeur officiel du Québec
1992**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi apporte diverses modifications à la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.

C'est ainsi que, désormais, le public pourra généralement être admis dans un établissement commercial de 8 heures à 17 heures le samedi et le dimanche et de 8 heures à 21 heures les autres jours de la semaine.

Par ailleurs, il sera interdit pour une période de 3 ans à l'exploitant d'un établissement commercial soumis à ces heures d'imposer une sanction à une personne actuellement à son emploi pour le motif qu'elle a refusé de travailler le dimanche ou durant les heures additionnelles d'admission prévues par le projet de loi.

Le projet de loi maintient en outre la plupart des exceptions actuellement prévues mais modifie les modalités d'application de certaines d'entre elles.

Le projet de loi contient enfin diverses dispositions de nature plus technique ou transitoire.

Projet de loi 59

Loi modifiant la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 2 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1) est remplacé par le suivant:

«**2.** Sous réserve des articles 5 à 14, le public ne peut être admis dans un établissement commercial qu'entre:

1° 8h00 et 17h00, le samedi et le dimanche et qu'entre 8h00 et 21h00, les autres jours de la semaine;

2° 8h00 et 17h00, les 24 et 31 décembre;

3° 13h00 et 17h00, le 26 décembre s'il tombe un samedi ou un dimanche et qu'entre 13h00 et 21h00, s'il tombe un autre jour de la semaine. ».

2. L'article 3 de cette loi, modifié par l'article 18 du chapitre 26 des lois de 1992, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° le dimanche de Pâques; ».

3. L'article 4 de cette loi est abrogé.

4. L'article 5 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots «le dimanche et »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

5. L'article 6 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « le dimanche et » ;

2° par la suppression, dans la septième ligne du premier alinéa, des mots « ou d'autres produits d'épicerie » ;

3° par la suppression, dans l'avant-dernière ligne du premier alinéa, des mots « le dimanche et » ;

4° par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

6. L'article 7 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « le dimanche et » ;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 1° du premier alinéa, de ce qui suit : « et pourvu qu'au plus 4 personnes assurent le fonctionnement de l'établissement en dehors des heures prévues à l'article 2 ainsi que les jours visés par l'article 3 » ;

3° par le remplacement des deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas par le suivant :

« Pour l'application du paragraphe 1° du premier alinéa, le mot « personnes » exclut les professionnels régis par la Loi sur la pharmacie (chapitre P-10) et les personnes affectées exclusivement à la préparation des médicaments. ».

7. L'article 8 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « le dimanche et » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, du mot « exclusivement » par le mot « principalement » ;

3° par le remplacement du paragraphe 3° du premier alinéa par le paragraphe suivant :

« 3° que des antiquités. » ;

4° par la suppression du deuxième alinéa.

8. L'article 9 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « le dimanche et » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, du mot « exclusivement » par le mot « principalement » ;

3° par la suppression du deuxième alinéa.

9. L'article 10 de cette loi, modifié par l'article 170 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « le dimanche et » ;

2° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° un lieu d'activités sportives ou un centre culturel et pourvu que n'y soient offerts en vente, principalement et en tout temps, que des produits se rapportant à l'activité exercée ; ».

10. L'article 11 de cette loi est abrogé.

11. Les articles 12 à 14 de cette loi sont modifiés par la suppression, partout où ils apparaissent, des mots « le dimanche et ».

12. L'article 28 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le premier alinéa cesse de s'appliquer le (*indiquer ici la date qui suit de 5 ans la date d'entrée en vigueur du projet de loi 59 de 1992*). Toutefois, à l'égard d'un bail ou d'une autre convention qui lie l'exploitant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du projet de loi 59 de 1992*), le premier alinéa cesse de s'appliquer à la date d'expiration de ce bail ou de cette convention si celle-ci est postérieure au (*indiquer ici la date qui suit de 5 ans la date d'entrée en vigueur du projet de loi 59 de 1992*). ».

13. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 28, du suivant :

« **28.1** Il est interdit à l'exploitant d'un établissement commercial de congédier, de suspendre ou de déplacer une personne à son emploi le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du projet de loi 59 de 1992*), d'exercer à son endroit des mesures discriminatoires ou des représailles, ou de lui imposer toute autre sanction pour le motif que cette personne a refusé de travailler, durant la période du (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du projet de loi 59 de 1992*) au (*indiquer ici la date qui suit de 3 ans la date d'entrée en vigueur*

du projet de loi 59 de 1992), un dimanche ou entre 19h00 et 21h00 un lundi ou un mardi.

La personne qui croit avoir été victime d'une pratique ainsi interdite peut faire valoir ses droits auprès d'un commissaire du travail nommé en vertu du Code du travail (chapitre C-27), au même titre que s'il s'agissait d'une sanction prise à l'endroit d'un salarié à cause de l'exercice par celui-ci d'un droit lui résultant de ce Code. Les articles 15 à 20, 118 à 137, 139, 139.1, 140, 146.1 ainsi que les articles 150 à 152 du Code du travail s'appliquent alors, compte tenu des adaptations nécessaires.

Commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 24, l'exploitant qui contrevient au premier alinéa ou qui a ordonné, autorisé ou conseillé la contravention ou qui y a consenti.

Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'un établissement commercial lorsqu'il est visé par les articles 5 à 14, sauf s'il s'agit d'un établissement qui n'offre principalement en vente, en tout temps, que les produits visés à l'article 6 et dont le fonctionnement est assuré par plus de 4 personnes à la fois à un moment ou l'autre de la journée.

L'article 19 s'applique aux fins du présent article. ».

14. L'exploitant d'un établissement commercial qui, en vertu de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, était soumis à des normes moins restrictives que celles résultant des modifications apportées par les articles 1 à 11 de la présente loi a jusqu'au (*indiquer ici la date du 30^e jour qui suit celui de l'entrée en vigueur de la présente loi*) pour se conformer à ces nouvelles normes.

15. Pour l'application au dimanche 29 novembre 1992 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, les heures d'admission sont celles applicables, en vertu de cette loi telle qu'elle se lisait avant d'être modifiée par la présente loi, aux dimanches du mois de décembre précédant le 25 décembre.

Le présent article prend effet le 29 novembre 1992.

16. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).